
**ÉTUDE DES CRÉDITS
2018-2019**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**

PROGRAMME 7 - HABITATION

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVRIL 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

N°	Titre	Page
1.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 [...].	1
2.	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 [...].	5
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses [...].	7
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) [...].	9
5.	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme [...] Organisée par un professionnel ou une firme externe [...]	11
6.	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés [...]	13
7.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018 [...].	15
8.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics [...].	19
9.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme [...].	21
10.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018 [...].	23
11.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 : la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement [...].	25
12.	Chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère [...].	27

N°	Titre	Page
13.	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de certaines dépenses [...].	31
14.	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses reliée à la téléphonie [...].	33
15.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 [...].	35
16.	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction, le nombre de départs à la retraite et de remplacements [...].	47
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 [...].	49
18.	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés [...].	51
19.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018 [...].	53
20.	Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme [...].	55
21.	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère [...].	57
22.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) [...].	59
23.	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons [...].	61
24.	Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.	63
25.	Pour chaque ministère, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.	65
26.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres [...].	67
27.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018 [...].	69

N°	Titre	Page
28.	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	71
29.	Chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels) [...].	73
30.	Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs [...].	75
31.	Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.	77
32.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 [...].	79
33.	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 [...].	81
34.	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	83
35.	La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	85
36.	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.	87
37.	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.	89
38.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.	91
39.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	93
40.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	95

N°	Titre	Page
41.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	97
42.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	99
43.	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? [...]	101
44.	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? [...]	103
45.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	105
46.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	107
47.	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	109
48.	Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.	111
49.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	113
50.	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	115
51.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.	117
52.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	119
53.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	121
54.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	123
55.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.	125
56.	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.	127

N°	Titre	Page
57.	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.	129
58.	Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. [...]	131
59.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 [...].	133
60.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : A) la masse salariale; B) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.	135
61.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	137
62.	Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014 [...].	139
63.	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.	141
64.	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 [...].	143
65.	Pour chaque ministère et organisme public [...] pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle [...].	145
66.	Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes [...].	147
67.	Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. [...].	149

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018:

- A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C) LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- G) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;
- I) LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS.

Date (A)	Endroit (A)	Personnes rencontrées (C)	Descriptions (B) et (I)	Coût total du voyage (D)
Mai 2017 (1 ^{er} au 5)	Halifax (Nouvelle-Écosse)	M. Stéphane Corriveau, président du conseil d'administration de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU) Plusieurs représentants des provinces et des territoires ainsi que de la SCHL	Objectifs : Participer au 49 ^e congrès de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU). Suivre les travaux du caucus autochtone dans le cadre de ce congrès. Participer à la rencontre du Forum fédéral-provincial-territorial (FPT) sur le logement qui se déroule chaque année en marge du congrès.	3 180,76 \$

Date (A)	Endroit (A)	Personnes rencontrées (C)	Descriptions (B) et (I)	Coût total du voyage (D)
Mai 2017 (9 au 12)	Toronto (Ontario)	Hauts fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux, responsables du logement et représentants de la SCHL	Objectifs : Participer aux travaux du Forum fédéral-provincial-territorial (FPT) sur le logement, dans le cadre des négociations avec le gouvernement fédéral concernant la Stratégie nationale sur le logement (SNL). Exposer la position du Québec en lien avec la Stratégie nationale sur le logement (SNL) et veiller à ce que les intérêts du Québec soient pris en considération.	1 512,61 \$
Juin 2017 (5 au 7)	Ottawa (Ontario)	Sous-ministres des provinces et territoires et représentants de la SCHL	Objectifs : Participer aux travaux du Forum fédéral-provincial-territorial (FPT) sur le logement, dans le cadre des négociations avec le gouvernement fédéral concernant la Stratégie nationale sur le logement (SNL). Faire le point sur l'avancement des travaux en lien avec la Stratégie nationale sur le logement (SNL). Discuter de la gouvernance, du financement, des résultats et des questions liées à la recherche, suite aux annonces budgétaires du gouvernement fédéral.	4 542,49 \$
Juin 2017 (25 au 29)	Victoria (Colombie-Britannique)	Hauts fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux, responsables du logement et représentants de la SCHL	Objectifs : Participer aux travaux du Forum fédéral-provincial-territorial (FPT) sur le logement, dans le cadre des négociations avec le gouvernement fédéral concernant la Stratégie nationale sur le logement (SNL). Exposer la position du Québec en lien avec la Stratégie nationale sur le logement (SNL) et veiller à ce que les intérêts du Québec soient pris en considération.	2 548,16 \$

Date (A)	Endroit (A)	Personnes rencontrées (C)	Descriptions (B) et (I)	Coût total du voyage (D)
Sept. 2017 (17 au 18)	Ottawa (Ontario)	M ^{me} Diane Lafleur, sous-ministre déléguée, Affaires autochtones et du Nord Canada	Objectifs : Discussions sur les enjeux du logement au Nunavik, en vue d'améliorer la situation en matière de logement dans cette région ainsi que pour le logement autochtone hors réserve.	1 788,21 \$
Oct. 2017 (3 au 7)	Vancouver (Colombie-Britannique)	Sous-ministres des provinces et territoires et représentants de la SCHL	Objectifs : Participer aux travaux du Forum fédéral-provincial-territorial (FPT) sur le logement, dans le cadre des négociations avec le gouvernement fédéral concernant la Stratégie nationale sur le logement (SNL).	7 100,73 \$

Les renseignements concernant les organismes, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).
<http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>

E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

G) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Au 28 février 2018.

QUESTION 2

POUR CHACUN DES VOYAGES FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2017-2018 :

A) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;

B) LES COÛTS VENTILÉS;

C) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.

D) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

A) DATE	A) ITINÉRAIRE	B) COÛTS
29 août 2017	Québec – La Grande Rivière – Inukjuak – Puvirnituq	2 216,20 \$
30 août 2017	Puvirnituq – La Grande Rivière – Québec	

A) DATE	A) ITINÉRAIRE	B) COÛTS
2 - 3 oct. 2017	Québec – Montréal	512,60 \$

C) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

D) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).
<http://shq.gouv.qc.ca/transparence>

QUESTION 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2017-2018, ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;

B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;

C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);

D) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;

E) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

F) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;

G) LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

Description des activités	Dépenses 2017-2018
PUBLICITÉS (contrat négocié) <ul style="list-style-type: none">Association des groupes de ressources techniques du Québec (publicité d'une demi-page dans le programme remis lors du Prix Régis Laurin le 26 avril 2017 et publicité d'une page dans le cahier du participant de l'assemblée générale annuelle de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec le 28 avril 2017)	500,00 \$
<ul style="list-style-type: none">Association des groupes de ressources techniques du Québec (publicité d'une demi-page dans le cahier du participant lors de la Journée d'ateliers et de conférences de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec le 7 novembre 2017)	434,88 \$
ARTICLES PROMOTIONNELS (contrat négocié) <ul style="list-style-type: none">Linéaire Infographie inc.	484,65 \$
PARTENARIATS (entente de partenariat) <ul style="list-style-type: none">ArpentAssociation de la construction du QuébecAssociation des professionnels de la construction et de l'habitation du QuébecAssociation des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec – région de QuébecConfédération québécoise des coopératives d'habitationFédération des coopératives d'habitation de l'EstrieFédération des locataires d'habitations à loyer modique du QuébecFondation de l'Office municipal d'habitation de MontréalFondation Rues principalesInforma Canada inc.Regroupement des offices d'habitation du Québec	5 000,00 \$ 2 000,00 \$ 2 000,00 \$ 3 000,00 \$ 5 000,00 \$ 250,00 \$ 2 500,00 \$ 5 000,00 \$ 5 000,00 \$ 1 750,00 \$ 6 000,00 \$

COMMUNIQUÉS DE PRESSE (appel d'offres public du gouvernement du Québec) • CNW Telbec	1 601,90 \$
--	-------------

Aucun contrat de plus de 25 000 \$ n'a été octroyé.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24). <http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>

Au 28 février 2018.

QUESTION 4

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :

- A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- E) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;**
- F) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, OU CONTRAT NÉGOCIÉ);**
- G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;**
- H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- I) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.**

Type d'événement	Coût global (2017-2018)
13 conférences de presse	5 560,14 \$
Annonce d'une enveloppe augmentée à 283 \$ millions de dollars pour améliorer les conditions de logement des personnes à faible revenu (investissements en matière d'habitation découlant du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023)	
Visite ministérielle au Nunavik pour discuter des dossiers en habitation	
Inauguration du projet Complexe résidentiel La Lancée, à Saguenay	
Inauguration du projet La Maison Martin-Bradley, à Rouyn-Noranda	
Inauguration du projet d'habitation Sac-à-Dos, phase II, à Montréal	
Inauguration du projet d'habitation Immeuble Le Riverain, à Montmagny	
Inauguration du projet d'habitation Le Havre du Petit Village, à Repentigny	
Pelletée de terre par l'organisme Habitations Hestia, à Coaticook	
Pelletée de terre par le Centre Mechtilde, dans le secteur Hull, à Gatineau	
Pelletée de terre par le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, pour le projet résidentiel Kijaté, à Val-d'Or	
Pelletée de terre par l'Espace Marie-Victorin, à Lévis	
Pelletée de terre pour le projet d'habitation Lesage, dans le secteur Hull, à Gatineau	
Pelletée de terre pour le projet d'habitation Mon shack, mes choix, mon avenir, à Sherbrooke	

Type d'événement	Coût global (2017-2018)
4 organisations d'événements	56 460,37 \$
Colloque des gestionnaires techniques du logement social et communautaire (ateliers et conférences) : Thème 1 : Gestion des immeubles et suivi de leur état Thème 2 : Bonne qualité des logements et des milieux de vie Thème 3 : Aspects juridiques	
Rendez-vous de l'habitation 2017 – Thème : 50 ans et toujours dynamique! (ateliers et conférences)	
Dévoilement du lauréat du prix Habitat novateur pour aînés dans le cadre du Rendez-vous de l'habitation	
Rencontre de la ministre, Lise Thériault, avec les partenaires en habitation (refonte du programme AccèsLogis Québec et annonce de la mise sur pied d'un comité visant la création d'un guichet unique pour les demandeurs de logements sociaux)	

Note : Toutes les conférences de presse incluant les événements ont été organisés uniquement par le personnel de la SHQ et non par une firme ou des professionnels externes.

QUESTION 5

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;

ORGANISÉE PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

- D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;
- E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
- F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
- H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

DÉPENSES 2017-2018	NOM DU FOURNISSEUR	BUT VISÉ
395,00 \$	Versalys	Améliorer ses compétences en français écrit.
495,00 \$	Accent formation	Améliorer ses compétences en français écrit.
495,00 \$	Accent formation	Améliorer ses compétences en français écrit.
750,00 \$	Centre Microbur	Améliorer ses compétences en français écrit.
4 650,00 \$	Acti-Com (Les conseillers Acti-Communications inc.)	Améliorer ses compétences en français écrit.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23).

<http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>

Au 28 février 2018.

QUESTION 6

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :

- A) LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;**
- B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- C) LA NATURE DE LA FORMATION;**
- D) LES PERSONNES CONCERNÉES.**

Aucune somme n'a été dépensée au 28 février 2018.

QUESTION 7

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, EXCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2017-2018, EN INDIQUANT :

- A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F) L'ÉCHÉANCIER;
- G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT*	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Acti-Com (Les conseillers Acti-Communications inc.)	Formation sur l'écriture stratégique	4 650 \$	Gré à gré
Autocar Excellence inc.	Transport aller-retour en autobus du personnel de Montréal pour leur permettre d'assister à la présentation du plan stratégique au Rendez-vous SHQ du 27 février 2018 à Québec et à une réunion de direction le lendemain	0 \$	Gré à gré
BiblioMondo inc.	Renouvellement de l'hébergement, du support technique et de l'entretien du progiciel PortFolio	9 231,03 \$	Gré à gré
Capital HRS inc.	Fournir sous forme de buffet, les déjeuners et dîners ainsi que les pauses-café pour 350 invités lors du Rendez-vous de l'habitation du 6 novembre 2017	20 601,60 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2018-2019
Société d'habitation du Québec (SHQ)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT*	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Delta Hotel by Marriott	Réservation d'une salle à Montréal pour la formation en HLM public et privé auprès des auditeurs des organismes pendant deux jours	6 058,85 \$	Gré à gré
Dufresne Hébert Comeau inc.	Représentation de la Société devant les tribunaux dans un litige l'opposant à l'entreprise Plomberie Construction inc.	0 \$	Gré à gré
Écohabitation	Effectuer la simulation énergétique de quelques bâtiments financés dans le cadre du programme AccèsLogis Québec ainsi que de certains HLM du Nunavik	21 600 \$	Gré à gré
Formation Qualitemps inc.	Séances de formation sur la gestion efficace du temps, des activités et des priorités	5 165 \$	Gré à gré
Frédéric Champoux	Banque de seize photos d'immeuble de la Société dans les régions de Québec et Montréal	4 500 \$	AOI
Freeman Audiovisuel	Location d'équipement sonore et audiovisuel pour le Rendez-vous de l'habitation 2017	8 697,40 \$	AOI
Gestion de collections informatisées inc. (GCI inc.)	Services de soutien technique, de maintenance et de mises à niveau du progiciel Gestion Virtuelle ^{MC} AA .NET WEB de la Solution Gestion Documentaire et de la Solution Correspondance et mandats	3 298 \$	Gré à gré
GoSecure inc.	Accompagnement pour l'implantation de nouveaux coupe-feu incluant un progiciel de filtrage Internet	0 \$	Gré à gré
Groupe Altus limitée	Rédaction d'un rapport d'évaluation	0 \$	Gré à gré
Hilton Québec	Réservation de salles pour 200 personnes et de 125 chambres ainsi que des services d'un traiteur pour le Colloque des gestionnaires techniques du logement social et communautaire 2018	10 122,73 \$	Gré à gré
Immovex	Production d'un rapport d'évaluation	3 000 \$	Gré à gré

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT*	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Impecca Image et Impression inc.	Impression du rapport annuel de gestion 2016-2017 de la SHQ	2 481,67 \$	Gré à gré
Imprimerie sociale (1994) inc.	Impression de papillons pour le programme Allocation-Logement	3 492 \$	AOI
Imprimerie sociale (1994) inc.	Impression de dépliants pour le programme Allocation-Logement	2 633 \$	Gré à gré
Jean-François Vachon	Préparation et présentation d'une conférence pour le Rendez-vous de l'habitation du 6 novembre 2017	3 800 \$	Gré à gré
Le Monastère des Augustines	Réservation d'une salle et d'un service de traiteur pour une cinquantaine de représentants des principales associations partenaires de la Société pour la Table de concertation en habitation du 4 décembre 2017	2 932,09 \$	Gré à gré
L'Hôtel Québec	Réservation d'une salle à Québec pour la formation en HLM public et privé auprès des auditeurs des organismes pendant deux jours	2 309,80 \$	Gré à gré
Marcoux Gariépy et associés, Notaires SENCRL	Rédaction d'une déclaration de copropriété pour l'organisme BonSecours inc. (Services juridiques)	0 \$	Gré à gré
Momentum technologies inc.	Accompagnement pour divers dossiers concernant les technologies Oracle	10 497,50 \$	Gré à gré
Services actuariels SAI inc.	Validation des hypothèses du rapport effectué le 8 septembre 2016 avec les données actualisées au 31 mars 2017	3 000 \$	Gré à gré
Services conseils RDI inc.	Hébergement du logiciel PDRWEB (ASP) et services-conseils pour le plan de relève informatique (PRI) et le plan de continuités de services (PCS)	4 320 \$	Gré à gré
SNC-Lavalin inc.	Étude de faisabilité d'installation d'un système de production d'électricité avec panneaux solaires photovoltaïques sur un bâtiment de deux logements au Nunavik	4 700 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2018-2019
Société d'habitation du Québec (SHQ)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT*	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Technorm inc.	Interprétation des normes réglementaires du Code de construction et du Code de sécurité	0 \$	Gré à gré
Terranova Worldwide Corporation	Programme de formation en ligne pour sensibiliser le personnel à la sécurité de l'information et à la protection des renseignements personnels	12 600 \$	Gré à gré
Transfert Transmédia inc.	Transférer sur un support DVD définitif des documents historiques audiovisuels et sonores portant sur la Société	0 \$	Gré à gré

L'information quant aux contrats de 25 000 \$ ou plus est publiée dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

* Le coût correspond à la dépense comptabilisée en date du 28 février 2018.

QUESTION 8

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2017-2018 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU UN AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

- A) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;**
- B) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI ;**
- C) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;**
- D) LE MONTANT ACCORDÉ;**
- E) LES MOTIFS DE LA DEMANDE;**
- F) TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.**

En date du 28 février 2018, il n'y a eu aucune dépense supplémentaire nécessitant l'autorisation du dirigeant de l'organisme, en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

QUESTION 9

LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

A) LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;

B) LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;

C) LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;

D) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;

E) LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.

SOUSSIONNAIRE	MONTANT
Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.	298 350 \$
Mallette S.E.N.C.R.L.	298 740 \$
Deloitte S.E.N.C.R.L.	302 250 \$
Morin Desrochers Beaulieu	Inconnu : soumission non retenue, note minimale pour la qualité non atteinte

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION 10

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2017-2018, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;**
- B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);**
- C) LE COÛT;**
- D) L'ÉCHÉANCIER;**
- E) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 11

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018 :

- A) LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;**
- B) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);**
- C) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;**
- D) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;**
- E) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;**
- F) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;**
- G) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;**
- H) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION 12

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A) LE NOM DU PROJET;**
- B) LA NATURE DU PROJET;**
- C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);**
- D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;**
- E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;**
- F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;**
- G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;**
- H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;**
- I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;**
- J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;**
- K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :**
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.**
- L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.**
- M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI POUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES.**

Projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié en 2017-2018 :

1. SYSTÈME DE GESTION DES DEMANDES ET DES INSATISFACTIONS

- A) LE NOM DU PROJET :**

Système de gestion des demandes et des insatisfactions.

- B) LA NATURE DU PROJET :**

Le projet consiste à développer le système de gestion des demandes et des insatisfactions de la clientèle et des partenaires de la SHQ sous un environnement de développement moderne pour éliminer les risques importants reliés à la pérennité du système de gestion des demandes et plaintes actuel et de retrouver une capacité d'adaptation et d'évolution.

- D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET :**

265 687 \$ pour l'ensemble du projet.

- F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

2017-2018 : 162 355 \$.

- I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR :

61 %.

- L) INDiquer SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS :

Comme le prévoit la politique cadre, la réalisation d'une étude d'opportunité n'a pas été nécessaire puisque lors du recensement des solutions pouvant répondre aux besoins d'affaires ciblés, nous n'avons pas recensé de logiciel libre offrant les fonctionnalités recherchées.

- M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI POUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES :

Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI pour l'année 2017-2018.

2. MODERNISATION DE LA PLATEFORME DE GESTION DE CONTENU

- A) LE NOM DU PROJET :

Modernisation de la plateforme de gestion de contenu.

- B) LA NATURE DU PROJET :

Ce projet consiste à moderniser la plateforme de gestion de contenu en utilisant une version plus récente afin d'éliminer les lacunes en matière de sécurité. Cette plateforme supporte le site Web, l'intranet, l'extranet sécurisé des employés et l'extranet sécurisé des partenaires de la SHQ.

- D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET :

592 309 \$ pour l'ensemble du projet.

- F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

2017-2018 : 190 606 \$.

- I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR :

32 %.

- L) INDiquer SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS :

Comme le prévoit la politique cadre, la réalisation d'une étude d'opportunité n'a pas été nécessaire, puisque le projet ne nécessite pas l'acquisition de nouveaux logiciels. L'objectif du projet est de procéder à la mise à niveau de la solution informatique déjà en place à la SHQ.

- M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI POUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES :

Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI pour l'année 2017-2018.

3. REMPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS D'INTERCONNEXION DU RÉSEAU INFORMATIQUE

A) LE NOM DU PROJET :

Remplacement des équipements d'interconnexion du réseau informatique.

B) LA NATURE DU PROJET :

Ce projet vise le remplacement des équipements d'interconnexion (routeurs et commutateurs) du réseau informatique interne de la SHQ.

D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET :

287 534 \$ pour l'ensemble du projet.

F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

2017-2018 : 382 \$.

I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR :

0,001 %.

L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS :

Comme le prévoit la politique cadre, la réalisation d'une étude d'opportunité n'a pas été nécessaire, puisque le projet ne nécessite pas l'acquisition de nouveaux logiciels. L'objectif du projet est de procéder au remplacement des équipements d'interconnexion (routeurs et commutateurs).

M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI POUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES :

Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des TI pour l'année 2017-2018.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.¹

Au 31 janvier 2018.

¹ S'applique aux deux premiers projets, Système de gestion des demandes et des insatisfactions et Modernisation de la plateforme de gestion de contenu. Le troisième projet, Remplacement des équipements d'interconnexion du réseau informatique, ne se retrouve pas sur le Tableau de bord en ressources informationnelles, et ce, considérant qu'il a été autorisé après la date de la dernière mise à jour du tableau, le 30 septembre 2017.

QUESTION 13

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2017-2018 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A) LA PHOTOCOPIE;
- B) LE MOBILIER DE BUREAU;
- C) L'AMEUBLEMENT;
- D) LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT;
- E) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- F) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- G) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- J) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - a. AU QUÉBEC;
 - b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

	Dépenses 2017-2018
A) Multifonctions et reprographie	95 601,83 \$
B) et C) Mobilier de bureau incluant l'ameublement	2 603,41 \$
D) Décoration et embellissement	0,00 \$
E) Distributeur d'eau de source	0,00 \$
F) Frais de transport	131 370,41 \$
G) Frais d'hébergement	74 644,01 \$
H) Frais de repas	79 167,70 \$
I) Frais d'alcool et de fêtes	5 904,71 \$
J) Perfectionnement, congrès et colloques	
a. Au Québec	118 425,33 \$
b. À l'extérieur du Québec	3 180,76 \$

QUESTION 14

SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2017-2018 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;**
- B) LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES (IPAD OU AUTRES);**
- C) LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;**
- D) LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;**
- E) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;**
- F) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;**
- G) LES NOMS DES FOURNISSEURS;**
- H) LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;**
- I) LES ORDINATEURS PORTABLES;**
- J) LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS;**
- K) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE;**
- L) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU.**

- A) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS :

92 téléphones.

- B) LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES (IPAD OU AUTRES) :

- I) LES ORDINATEURS PORTABLES :

97 tablettes électroniques et ordinateurs portables.

- C) LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS :

Aucun.

- D) LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS :

109,09 \$ qui s'explique par l'achat d'étuis pour appareils cellulaires à 0 \$.

- E) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS :

185,92 \$.

- F) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES :

27 758,45 \$ pour la téléphonie cellulaire.

90 184,16 \$ pour la téléphonie IP et régulière.

- G) LES NOMS DES FOURNISSEURS :

Rogers Direct (réseau Rogers), B-Tel (réseau Bell) et Telus.

- K) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE :

47,31 \$.

- L) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU :

80 \$.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme (<http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>) en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25).

Données au 28 février 2018 pour le nombre d'appareils cellulaires ainsi que pour les données de consommation et les frais en téléphonie.

QUESTION 15

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

Voir les pages suivantes.

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS.

Employés réguliers en poste au 28 février 2018
35 ans et plus

CATÉGORIE D'EMPLOI	SELON LE SEXE		SELON L'APPARTENANCE À UN GROUPE-CIBLE ¹							
	HOMMES	FEMMES	PERSONNES HANDICAPÉES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	NOMBRE	NOMBRE	H	F	H	F	H	F	H	F
Administrateurs d'État	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Cadres supérieurs	10	13	0	0	1	0	0	0	0	0
Professionnels	97	99	3	0	14	14	0	0	1	0
Fonctionnaires/ouvriers	17	63	0	0	0	6	0	0	0	0

1. Selon un recensement basé sur une identification volontaire dans le cadre du Programme d'accès à l'égalité.

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS.

Employés réguliers en poste au 28 février 2018

Moins de 35 ans

CATÉGORIE D'EMPLOI	SELON LE SEXE		SELON L'APPARTENANCE À UN GROUPE-CIBLE ¹							
	HOMMES	FEMMES	PERSONNES HANDICAPÉES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	NOMBRE	NOMBRE	H	F	H	F	H	F	H	F
Administrateurs d'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cadres supérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	12	23	0	0	2	3	0	0	1	1
Fonctionnaires / ouvriers	3	6	0	0	0	1	0	0	0	0

1. Selon un recensement basé sur une identification volontaire dans le cadre du Programme d'accès à l'égalité.

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL.

CATÉGORIE D'EMPLOI	TOTAL
Administrateurs d'État	6,0
Cadres	38,0
Professionnels	1 423,5
Fonctionnaires / Ouvriers	663,0
TOTAL	2 130,5

Notes :

- Données au 16 mars 2018, excluant les étudiants et stagiaires.

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.

CATÉGORIE D'EMPLOI	- DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET +
Administrateurs d'État	0	1	1	0
Cadres	5	10	6	2
Professionnels	81	96	38	25
Fonctionnaires / Ouvriers	58	28	6	4

Notes :

- Données au 6 mars 2018.
- Exclut les étudiants et stagiaires.
- La valeur estimée n'est pas une information disponible.

E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.

TOTAL NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES		NOMBRE D'HEURES PAYÉES		MONTANT PAYÉ		NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES		VALEUR FINANCIÈRE DES HEURES COMPENSÉES	
FONCT.	PROF.	FONCT.	PROF.	FONCT.	PROF.	FONCT.	PROF.	FONCT.	PROF.
271,54	2 084,50	133,44	1 728,88	5 125,55 \$	88 870,86 \$	138,10	355,62	5 320,96 \$	17 373,07 \$

Données au 16 mars 2018, excluant les étudiants et stagiaires.

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.

CATÉGORIE D'EMPLOI ²	TOTAL
Administrateurs d'État	33,0
Cadres	540,5
Professionnels	4 351,2
Fonctionnaires / Ouvriers	1 984,7
TOTAL	6 909,4

Données au 6 mars 2018, excluant les étudiants et stagiaires.

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.

CATÉGORIE D'EMPLOI	- DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET +
Administrateurs d'État	2	0	0	0
Cadres	14	9	0	0
Professionnels	164	73	3	0
Fonctionnaires / Ouvriers	74	22	0	0

Notes :

- Données au 6 mars 2018.
- Exclut les étudiants et stagiaires.
- La valeur estimée n'est pas une information disponible.

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons qu'elle renferme des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

J) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS).

ANNÉE FINANCIÈRE	CADRES SUPÉRIEURS		CADRES JURIDIQUES		CADRES INTERMÉDIAIRES		PROFESSIONNELS		FONCTIONNAIRES / OUVRIERS	
	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL
2017-2018 ¹	23	1	1	0	0	0	207	24	80	9

1. Au 28 février 2018.

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR.

ANNÉE FINANCIÈRE	EXPERT	ÉMÉRITE	TOTAL ²
2017-2018 ¹	46	2	48

1. Au 28 février 2018.
2. Incluant les ingénieurs.

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.

2017-2018 : 16 employés (données au 28 février 2018).

M) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS).

ANNÉE FINANCIÈRE	CADRES SUPÉRIEURS		CADRES JURIDIQUES		CADRES INTERMÉDIAIRES		PROFESSIONNELS		FONCTIONNAIRES / OUVRIERS	
	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL
2017-2018 ¹⁻²	23	1	1	0	0	0	215	25	109	12

1. Au 28 février 2018.
2. Incluant tous les types de postes occupés par le personnel régulier, occasionnel et étudiant.

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

O) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

P) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q) POUR CHAQUE DIRECTION DU MINISTÈRE ET DIRECTION D'ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILLÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.

La Société d'habitation du Québec n'a aboli au net aucun poste.

R) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 16

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, ET CE PAR DIRECTION :

- A) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2016-2017 ET EN 2017-2018, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES;**
- B) LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT *PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES*;**
- C) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2018-2019 ET 2019-2020 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;**
- D) LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.**

- A) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2016-2017 ET EN 2017-2018, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- B) LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT *PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES* :**

8

- C) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2018-2019 ET 2019-2020 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES :**

Voir réponse A).

- D) LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS :**

0

QUESTION 17

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2017-2018 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
C) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
D) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
E) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
F) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
G) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
H) LA DURÉE DU BAIL;
I) LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
J) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

EXERCICE 2017-2018

A) Emplacements de la location	B) Superficie du local loué	F) Coût annuel	G) Coût d'aménagements et / ou de rénovations réalisés
1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau 1 ^{er} , 3 ^e et 4 ^e étages Québec	8 798,06 m ²	1 820 872,35 \$	21 956,93 \$
500, boul. René-Lévesque Ouest, 5 ^e étage Montréal	1 850,17 m ²	668 377,60 \$	8 740,00 \$
1001, avenue de Vitré Québec	694,96 m ²	72 834,52 \$	2 014,64 \$

- H) Les locaux occupés sont loués, selon une entente renouvelée annuellement, auprès de la Société québécoise des infrastructures.
- I) Les espaces occupés à Québec appartiennent à la Société québécoise des infrastructures. Les espaces occupés à Montréal, fournis à la SHQ par la Société québécoise des infrastructures, appartiennent à Alfid services Immobiliers Ltée.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27). <http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>

QUESTION 18

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2017-2018, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :

- A) LA OU LES DATES DES TRAVAUX;**
- B) LES COÛTS;**
- C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**

En 2017-2018, aucune dépense pour le bureau de la haute direction.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

QUESTION 19

LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2017-2018, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- A) LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;**
- B) LE TITRE DE LA FONCTION;**
- C) L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;**
- D) LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS ;**
- E) LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;**
- F) LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS ;**
- G) LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;**
- H) LA DESCRIPTION DE TÂCHES ;**
- I) LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2017-2018;**
- J) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;**
- K) LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2016-2017 ET 2017-2018;**
- L) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;**
- M) S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 20

LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2017-2018 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

A) LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
C) LE MONTANT ATTRIBUÉ;
D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

ORGANISMES / PERSONNES BÉNÉFICIAIRES (A)	MONTANTS (C)
1. Les Nouveaux Sentiers de la MRC de L'Islet	7 000 \$
2. Multi Boulot	10 000 \$
3. Le Centre résidentiel et communautaire Jacques-Cartier	200 \$
4. Regroupement des offices d'habitation du Québec (ROHQ)	5 000 \$
5. Les Pinceaux d'Or	7 000 \$
6. Habitations Vivre chez soi	1 000 \$

D'autres sommes devraient être versées d'ici la fin de l'année financière 2017-2018.

B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Au 28 février 2018.

QUESTION 21

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A) LE NOM DE LA PERSONNE;**
- B) LE POSTE OCCUPÉ;**
- C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;**
- D) L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;**
- E) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;**
- F) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 22

LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- A) LE POSTE INITIAL;**
- B) LE SALAIRE;**
- C) LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;**
- D) LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ;**
- E) LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 23

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

- A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);**
- B) PRÉVISIONS POUR 2018-2019;**
- C) PAR CATÉGORIE D'ÂGE.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 24

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

La SHQ n'a pas de bureau régional.

QUESTION 25

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, PAR MISSION.

Veuillez référer à la réponse de la question 15 j).

QUESTION 26

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A) LE NOM DE LA PERSONNE;**
- B) LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;**
- C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;**
- D) L'ASSIGNATION INITIALE;**
- E) L'ASSIGNATION ACTUELLE;**
- F) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;**
- G) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 27

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2017-2018, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

A) LE COÛT DE CHACUN;
B) LE FOURNISSEUR;
C) LA NATURE DU SERVICE;
VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

Description	2017-2018	
	Nombre	Montant
Above & Beyond	1	26,55 \$
Accès à l'information et protection des renseignements	1	2 057,00 \$
Accès à l'information, Loi annotée	2	952,45 \$
Accesazim	1	575,00 \$
Actualité, L'	1	38,95 \$
AdressesComplète – Postes Canada	1	850,00 \$
Architecture d'Aujourd'hui, L'	1	234,42 \$
Bulletin Droit immobilier	1	124,00 \$
Code civil du Québec – Code procédures civiles, Code municipal et Lois connexes – Lois sur les cités et villes	1	1 440,00 \$
Codes géographiques des municipalités du Québec	1	1 200,00 \$
Droit municipal – Principes généraux et contentieux	1	1 917,00 \$
Gestion : revue internationale de gestion	1	53,00 \$
Interceptum	1	1 320,00 \$
Journaux divers (Le Soleil, Journal de Québec, La Presse, The Gazette, Le Devoir)	5	1 379,88 \$
La Référence en droit civil et droit Québec	1	1 817,00 \$
Le Petit Robert	1	32,59 \$
Maison du 21 ^e siècle	1	17,37 \$
Manuel CPA Canada	1	510,00 \$
Manuel d'évaluation foncière du Québec	1	90,00 \$
Normes Ouvrages routières, Tome 7	1	24,80 \$
PC Magazine	1	26,95 \$
PC World	1	26,90 \$
Répertoire des médias du Canada	1	615,00 \$
Secrétariat en droit corporatif 2017, 2 ^e édition	1	89,95 \$
Société par actions au Québec et Corporation SBL au Québec	1	940,00 \$
Tu bâtis, je rénove – Je vais construire	1	123,97 \$
Usito	1	19,99 \$
Virage	1	10,49 \$

QUESTION 28

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

Aucune dépense n'a été effectuée par la SHQ pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre en 2017-2018.

Au 28 février 2018.

QUESTION 29

POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A) LE NOM DU SITE WEB;
- B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- E) LES COÛTS DE MODERNISATION ET DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- F) LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
- G) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- H) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

A) LE NOM DU SITE WEB :

Site Internet de la SHQ : www.habitation.gouv.qc.ca.

Magazine Web de la SHQ Espace Habitat : www.espacehabitat.gouv.qc.ca.

B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :

Site Internet : Infoglobe, Zengo, Daniel Lafrenière inc., la Direction des ressources informationnelles et la Direction des communications (date de lancement après la refonte : 10 novembre 2011).

Espace Habitat : Unikmédia et la Direction des communications (date de mise en ligne : 1^{er} octobre 2012).

C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :

Site Internet : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2017-2018.

Espace Habitat : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2017-2018.

D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :

Site Internet : L'hébergement, l'entretien et la mise à jour du site sont faits à l'interne.

Espace Habitat : Il n'y a eu aucun frais d'entretien à l'externe pour le magazine. Pour la période d'avril 2017 à février 2018, l'hébergement a été assuré à l'externe au coût de 329,45 \$.

E) LES COÛTS DE MODERNISATION ET DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT) :

En 2017-2018, la plateforme de gestion de contenu (Typo3), qui prend en charge le site Web, a fait l'objet de travaux de modernisation. Ces travaux, qui font partie du projet « Modernisation de la plateforme de gestion de contenu », consistent notamment à installer une version plus récente de la plateforme afin d'éliminer les lacunes en matière de sécurité d'une version désuète de ce logiciel. Cette plateforme est aussi utilisée pour l'Espace partenaires sécurisé de la SHQ, l'intranet et l'extranet sécurisé des employés. Le coût global de ce projet pour 2017-2018 (du 1^{er} avril 2017 au 31 janvier 2018) est de 190 606 \$.

F) LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS ») :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :

Site Internet : Le site est mis à jour sur une base journalière ou selon les besoins.

Espace Habitat : Le magazine Web est mis à jour au rythme de la production des articles ou selon les besoins.

H) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :

Site Internet : La Direction des communications de la SHQ est responsable du contenu du site.

Espace Habitat : La Direction des communications de la SHQ est responsable du contenu du site.

QUESTION 30

NOMINATIONS, POUR 2017-2018, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- A) LA LISTE;**
- B) LE NOM DE LA PERSONNE;**
- C) LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;**
- D) LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;**
- E) LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;**
- F) LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;**
- G) LES SOMMES IMPLIQUÉES.**

Voir réponse à la question 7 des renseignements généraux.

QUESTION 31

POUR 2017-2018, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 32

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2016-2017 ET 2017-2018 :

- A) LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;**
- B) LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;**
- C) LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;**
- D) LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS);**
- E) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;**
- F) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;**
- G) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2017-2018.

QUESTION 33

LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2017-2018 :

- A) LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);**
- B) LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;**
- C) LE NOMBRE DE RENCONTRES;**
- D) LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;**
- E) L'OBJET;**
- F) LES DATES.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 34

LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 35

LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2017-2018 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

QUESTION 36

LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 37

L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2018-2019.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2017-2018.

QUESTION 38

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 39

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2017-2018, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 ET 2019-2020, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTES OU AUTRES LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

Programmes à frais partagés	Prévisions 2017-2018 Revenus fédéraux (SCHL ¹) (en milliers \$)
Logement à but non lucratif - volet public régulier	250 604
Logement à but non lucratif - volet public inuit	45 400
Logement à but non lucratif - volet privé Autochtones (urbains et ruraux)	11 644
Logement à but non lucratif - volet privé régulier et spécial	32 817
Supplément au loyer	31 009
Supplément au loyer - spécial	2 377
Allocation-logement	35 566
AccèsLogis Québec	69 536
Aide d'urgence aux ménages sans logis	5 867
Adaptation de domicile	6 270
RénoRégion	7 983
Aide aux propriétaires de résidences endommagées par la pyrrhotite	9 720
Frais d'administration de la SHQ	11 286

1. Société canadienne d'hypothèques et de logement

QUESTION 40

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

Le montant total des bonis versés pour l'année financière 2017-2018 est de 86 707 \$.

QUESTION 41

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018, aucun montant n'a été versé.

QUESTION 42

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 43

POUR 2017-2018, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE? POUR CHAQUE PERSONNE :

- A) FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;**
- B) FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.**

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION 44

POUR 2017-2018, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS? POUR CHAQUE PERSONNE :

- A) FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;**
- B) FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

QUESTION 45

LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA MÉRULE PLEUREUSE

Mandat

Le comité interministériel sur la mérule pleureuse a eu pour mandat de documenter la situation de bâtiments contaminés par ce champignon et d'émettre des recommandations au gouvernement.

Honoraires

Aucun honoraire n'a été versé aux personnes formant le comité.

Nom	Titre	Ministère / Organisme
M. François Therrien	Vice-président aux programmes	SHQ
M. Horacio Arruda	Sous-ministre adjoint – Direction nationale de la santé publique	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Silvia Garcia	Vice-présidente – Réglementation et soutien organisationnel	Régie du bâtiment du Québec
M. Frédéric Guay	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et finances municipales	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
M. Jean Bissonnette	Sous-ministre associé – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	Ministère de la Sécurité publique
M ^{me} Marie-Josée Lizotte	Sous-ministre adjointe aux évaluations et aux autorisations environnementales	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Au 28 février 2018.

QUESTION 46

POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDiquer, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 47

COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2018-2019. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2017-2018, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2018-2019, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 48

LISTE DES SITUATIONS EN 2017-2018 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 49

INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 50

NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

QUESTION 51

VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

QUESTION 52

NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

QUESTION 53

**VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME
POUR 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

QUESTION 54

LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert).

QUESTION 55

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES
FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles).

QUESTION 56

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES
FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

QUESTION 57

POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE.

NOM DE LA FIRME	MONTANT DU CONTRAT AUTORISÉ	MODE D'OCTROI DU CONTRAT	DATE D'OCTROI DU CONTRAT
Heenan Blaikie S.E.N.C.R.L., SRL ¹	6 200 \$	Gré à gré	2013-05-28
BCF S.E.N.C.R.L. ¹⁻² (Heenan Blaikie S.E.N.C.R.L., SRL)	95 000 \$	Gré à gré	2013-11-05
Marcoux Gariépy et associés, Notaires SENCRL	2 664 \$	Gré à gré	2017-08-07
Dufresne Hébert Comeau inc.	20 000 \$	Gré à gré	2018-02-21

1. Même si le montant total de ces contrats atteint 101 200 \$ pour un même prestataire, la Société respecte le Règlement sur certains contrats de services des organismes publics autorisant la conclusion de contrat de services juridiques de gré à gré (article 35 du Règlement).
2. Contrat initial signé avec Heenan Blaikie S.E.N.C.R.L., SRL. Cession de contrat en faveur de BCF S.E.N.C.R.L. autorisée le 1^{er} mai 2014.

Au 28 février 2018.

QUESTION 58

PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT TOTAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2017-2018 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D'ORGANISMES PUBLICS, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME ET LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DE POUVOIR.

FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :

- A) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;**
- B) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);**
- C) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;**
- D) LE MONTANT ACCORDÉ;**
- E) LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;**
- F) LES MOTIFS DE LA DEMANDE;**
- G) TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.**

INDIQUER SI OUI OU NON LES MINISTÈRES OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LES BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION 59

CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE, POUR 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 :

- A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);**
- B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;**
- C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;**
- D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;**
- E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.**

A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) :

2017-2018 : 10 937 052 \$

B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS :

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>).

C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES :

Veuillez référer à la réponse de la question 11.

QUESTION 60

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :

- A) LA MASSE SALARIALE;**
- B) DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU.**

A) LA MASSE SALARIALE :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

B) DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU :

Aucune indemnité de retraite n'a été versée en 2017-2018.

Au 28 février 2018.

QUESTION 61

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE TAUX D'ABSENTÉISME.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 62

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE:

- A) DU PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISANT UNE RÉDUCTION D'AU MINIMUM 2 % DE LEUR NIVEAU D'EFFECTIFS;**
- B) DU CHANTIER SUR LA RÉVISION ET L'OPTIMISATION DES STRUCTURES ET DES ORGANISMES DE L'ÉTAT;**
- C) D'AUTRES ACTIONS VISANT À LIMITER CERTAINS FACTEURS POUVANT CONTRIBUER À AUGMENTER LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION;**
- D) DE LA SUSPENSION DES BONIS DU PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET DES CABINETS MINISTÉRIELS.**

FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 63

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES ET/OU AMORCÉES EN 2017-2018 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

L'information sera présentée au Rapport annuel 2017-2018.

QUESTION 64

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2016-2017 ET 2017-2018 EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A) LE SUJET;**
- B) LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;**
- C) LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;**
- D) LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.**

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 65

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :

- A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;**
- B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;**
- C) LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.**

A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS :

2017-2018 : 19 989,94 \$

B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION :

- Chambre des notaires du Québec
- Barreau du Québec

C) LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 66

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, LES RESSOURCES AFFECTÉES EN ÉVALUATION DES PROGRAMMES EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A) LES EFFECTIFS (EN ETC), VENTILÉS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;**
- B) LE BUDGET TOTAL AFFECTÉ AU DÉPARTEMENT OU À LA DIRECTION RESPONSABLE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES, AINSI QUE LE DÉTAIL DE SON MANDAT;**
- C) LE NOMBRE ET LA LISTE DES PROGRAMMES FAISANT L'OBJET D'UNE ÉVALUATION;**
- D) LE NOMBRE ET LA LISTE DES ÉVALUATIONS TRANSMISES AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.**

La Société d'habitation du Québec (SHQ) n'est pas assujettie à la Directive concernant l'évaluation de programmes dans les ministères et les organismes du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT). Cependant, elle peut être appelée à fournir des bilans ou des évaluations de programmes, sur demande du président du SCT, conformément à l'article 78 de la Loi sur l'administration publique.

QUESTION 67

POUR 2017-2018, LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

